

Consultation nationale sur l'eau et la sécurité alimentaire

# Rapport final du Cameroun



## Résumé

En 1974, la communauté internationale a créée le Comité de la Sécurité Alimentaire (CSA) pour servir de tribune à l'examen et au suivi des politiques relatives à la sécurité alimentaire. Ce comité a subit en 2009, une réforme dont l'élément essentiel a été la mise en place du "Higher Level Panel of Expert" (HLPE) dont les rapports ainsi que les conclusions et recommandations sont élaborés à la demande du CSA et servent de base à leurs débats.

En 2003 à Maputo au Mozambique, l'Union Africaine a consacré le Programme Détaillée de Développement de l'Agriculture Africaine (PDDAA) comme faisant partie intégrante du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD). La déclaration faite à cet effet considère le PDDAA comme cadre par excellence pour le développement d'un ensemble de secteurs connexes notamment : (i) la politique de l'Afrique pour la transformation agricole ; (ii) la création de richesses ; (iii) la sécurité alimentaire et la nutrition ; (iv) la croissance économique et la prospérité pour tous.

Dans le cadre de le processus PDDAA, le Cameroun a élaboré une Stratégie de Développement du Secteur Rural/sous-secteur Agriculture et Développement Rural (SDSR-ADER) qui a été validée en 2005, et complétée en 2007 par la Stratégie Nationale de Gestion Durable des Eaux et des Sols dans l'espace Agro-Sylvo-pastoral élaborée en collaboration avec les partenaires techniques et financiers donc le Global Water Partnership Cameroun (GWP-Cmr) ; Cette stratégie révisée en Février 2012 a été déclinée en Plan National de Développement Agricole (PNIA) 2014-2020 finalisé en Juin 2015.

Le Cameroun à l'instar des autres pays de l'Afrique Centrale s'est engagé dans ce processus par la Lettre d'Engagement du Gouvernement auprès du NEPAD le 13 Octobre 2012 et le lancement officiel le 12 Juillet de la même année. Cet engagement est en cohérence tant avec les documents prospectifs de référence (Vision du développement à l'horizon 2035 et Stratégie pour la Croissance et l'Emploi qui en balise la mise en œuvre jusqu'en 2020) qu'avec les stratégies sous-sectorielles des quatre sous secteurs clés du secteur rural (agriculture et développement rural, élevage, pêches et industries animales, forêts et faunes, environnement, protection de la nature et développement durable). Dans le pacte PDDAA du Cameroun, « le gouvernement envisage de porter le rythme annuel d'expansion de l'activité économique de 2,9 % pour la période 2006-2010 à environ 5,5 % en moyenne annuelle pour la période 2010-2020 et une croissance à deux chiffres ultérieurement »<sup>1</sup>. C'est le Premier Ministre Chef du Gouvernement qui a procédé au lancement officiel de ce processus au Cameroun en présence de tous les partenaires sectoriels notamment ; (i) les organisations de la société civile ; (ii) le secteur privé ainsi que ; (iii) l'ensemble des partenaires techniques et financiers du secteur dont le "lead" était assuré à l'occasion par la GIZ. Cette participation au haut niveau marque un engagement fort du Cameroun dans la réalisation des objectifs fixés par ce programme.

L'évolution de ce processus a été catalysée par un environnement économique bien formalisé grâce à l'adoption du nouveau système économique et financier de l'Etat qui a débouché sur les budgets programmes susceptibles de garantir une plus grande lisibilité dans le processus de développement du pays.

Dans le processus de formulation et de consolidation des outils stratégiques nécessaires à la mise en œuvre des objectifs assignés au PDDAA, le Global Water Partnership (GWP) a été désigné pour faciliter les consultations sur l'eau et la sécurité alimentaire auprès des pays parties prenantes, de décliner auprès des gouvernements à la suite d'une large consultation, les enjeux et les défis se rapportant à l'eau et la sécurité alimentaires au niveau de leur pays.

---

<sup>1</sup> Pacte PDDAA du Cameroun pour soutenir la mise en œuvre de la Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) à travers le Plan National d'Investissement Agricole (PNIA)

Le Cameroun est l'un des pays ayant bénéficié de l'appui du GWP pour la conduite d'une consultation nationale sur l'eau et la sécurité alimentaire. Le présent rapport en est le résultat.

## A propos du programme dans son ensemble

**L'année 2015 marque un tournant avec l'adoption des Objectifs du Développement Durable par l'ONU et la COP 21 sur le climat à Paris. Construisant sur le récent rapport sur l'Eau produit par le Panel des Experts de Haut Niveau (HLPE) sur la Sécurité Alimentaire et la Nutrition, les membres du Partenariat Mondial de l'Eau (Global Water Partnership, GWP) se mobilisent pour contribuer au développement durable face au changement climatique. Ce programme prévu pour 5 années vise, de manière concertée, à identifier les enjeux et à mettre en œuvre les actions concrètes appropriées pour y répondre aux différents niveaux.**



Les Partenariats Nationaux de l'Eau (PNEs) au Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Ethiopie, Mali, Nigeria, Soudan, Ouganda, et au Zimbabwe ont décidé de saisir l'opportunité créée par le Comité sur la Sécurité Alimentaire mondiale (CSA) pour s'impliquer d'avantage sur la sécurité alimentaire et la nutrition afin de contribuer effectivement au niveaux des pays à une amélioration durable de la vie des populations.

Comme première étape les PNEs se sont emparés du rapport du HLPE de mai 2015, l'ont présenté aux acteurs des secteurs de l'eau et de la sécurité alimentaire et ont organisé un dialogue et des échanges sur les recommandations du rapport vis-à-vis des priorités des pays. La seconde étape a été d'organiser des ateliers nationaux avec les parties prenantes qui ont réuni plus de 200 ministères, organisations de producteurs, organisations de société civile et partenaires du développement pour réfléchir aux besoins urgents et aux actions prioritaires à mettre en œuvre pour améliorer le fonctionnement du nexus eau-énergie-alimentation-écosystèmes et in fine la vie des populations.

### **Prochaine étape : élaboration et mise en œuvre du programme**

En lien avec son [programme relatif aux ODD](#) et son programme WACDEP sur le Climat le GWP avec ses partenaires va coordonner l'élaboration, en 2016, puis la mise en œuvre d'un programme de 3 ans répondant aux enjeux techniques et institutionnels identifiés par les pays pour relever les défis au cœur des travaux du CSA et de l'agenda des solutions de la COP 21.

## Sommaire

Résumé.....	i
.....	i
Sommaire .....	iii
<b>Objectif de la consultation nationale.....</b>	<b>7</b>
<b>Chapitre 1: recommandations du Panel des Experts de Haut Niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition</b>	<b>7</b>
1. Point sur les recommandations relatives aux objectifs de développement local .....	9
2. Examen des aspects les plus utiles du rapport dans une perspective de pays .....	10
3. Discussions sur les recommandations du HLPE.....	12
4. Priorités identifiées au niveau des pays, à partir ou non des recommandations .....	13
<b>Chapitre 2: Implications et moyens de mise en œuvre clés identifiées pour atteindre les recommandations sur la période 2015-30 .....</b>	<b>15</b>
1. Sous-section sur chaque implication .....	15
2. Autres questions découlant de la réunion relative au rapport du Panel des Experts de Haut Niveau ....	18
<b>Chapitre 3 : Observations finales spécifiques au pays .....</b>	<b>19</b>
<b>Annexes .....</b>	<b>1</b>
Annexe 1: Liste des participants.....	1
Annexe 2 : Pacte PDDAA du Cameroun.....	1

## LISTE DES ABREVIATIONS

ADER	: Agriculture et Développement Rural
BUCREP	: Bureau Central de Recensement Général de la Population
CAPEF	: Chamber of Agriculture, Fishery, Livestock and Forests of Cameroon
CNOPCAM	: National Consultation Forum of Farmers Organisations of Cameroon
CSA	: Comité de la Sécurité Alimentaire
CTD	: Collectivités Territoriales Décentralisées
CVUC	: Communes et Villes Unies du Cameroun
EMF	: Etablissements de Micro finance
FAO	: Food and Agriculture Organisation
GIZ	: Coopération Allemande
GWP	: Global Water Partnership
GWP-Cmr	: Global Water Partnership Cameroon
HLPE	: Panel des Experts de Haut Niveau
INS	: Institut National de la Statistique
IRAD	: Institut de Recherche Agricole pour le Développement
IRD	: Institut de Recherche pour le Développement
ISMP	: Institut Supérieur de Management Public
MINADER	: Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MINAS	: Ministère des Affaires Sociales
MINATD	: Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation
MINCOMMERCE	: Ministère du Commerce
MINDCAF	: Ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières
MINDUH	: Ministère du Développement Urbain et de l'Habitat
MINEDUB	: Ministère de l'Education de Base
MINEE	: Ministère de l'Eau et de l'Energie

MINEFOP	:	Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle
MINEPDED	:	Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable
MINEPIA	:	Ministère de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales
MINESEC	:	Ministère des Enseignements Secondaires
MINFI	:	Ministère des Finances
MINFOF	:	Ministère des Forêts et de la Faune
MINFOPRA	:	Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative
MINJEC	:	Ministère de la Jeunesse et de l'Education Civique
MINPMEESA	:	Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Economie Sociale et de l'Artisanat
MINPOSTEL	:	Ministère des Postes et Télécommunications
MINRESI	:	Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation
MINTP	:	Ministère des Travaux Publics
MINTRANS	:	Ministère des Transports
NEPAD	:	New Partnership of African Development
PAM	:	Programme Alimentaire Mondial
PDDAA	:	Programme de Développement de l'Agriculture Africaine
PLANOPAC	:	Cameroon National Agro-sylvo pastoral Professional Organisations Forum
PNIA	:	Plan National d'Investissement Agricole
PO	:	Agricultural Professional Organisation
SAN	:	Sécurité Alimentaire et Nutrition
SDSR	:	Stratégie de Développement du Secteur Rural
SDSR-ADER	:	Stratégie de Développement du Secteur Rural volet Agriculture et Développement Rural

## **Liste des tableaux**

Tableau 1: Coût de mise en œuvre du PNIA pour la période 2014 – 2020

12

## **Objectif de la consultation nationale**

L'objectif de cette initiative qui s'inscrit en droite ligne des missions du GWP, est de contribuer à la gouvernance des ressources en eau pour un développement durable et équitable.

Cette dynamique intersectorielle aura pour effet, de générer des solutions innovantes dans ce processus en vue d'optimiser les connexions entre l'eau et la sécurité alimentaire.

L'impact ultime sera de contribuer à une croissance verte équitable dan

s les pays dont les populations sont gravement affectées par l'insécurité alimentaire.

## **Chapitre 1: recommandations du Panel des Experts de Haut Niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition**

L'eau est fondamentale pour la sécurité alimentaire et la nutrition, mais, il y a de nombreux obstacles actuels ou prévisibles à lever du point de vue de sa contribution à la sécurité alimentaire et à la nutrition au vu des liens complexes qui existent entre l'eau, les terres, les sols, l'énergie et l'alimentation, et aussi compte tenu des objectifs d'une croissance et d'un développement durable pour tous.

Compte tenu de ces défis, le Comité de la sécurité alimentaire (CSA) a, en octobre 2013, demandé au Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition (HLPE) de préparer un rapport sur l'eau et la sécurité alimentaire. Ce rapport, qui analyse les relations entre l'eau, d'une part, et la sécurité alimentaire et la nutrition d'autre part, dans un contexte de demandes concurrentes, de pénuries croissantes et de changement climatique à étudié les modalités de l'amélioration de la gestion des eaux dans l'agriculture et les systèmes alimentaires, ainsi que celles de l'amélioration de la gouvernance de l'eau, en vue de renforcer la sécurité alimentaire et la nutrition pour tous, actuellement et à l'avenir.

Le rapport du Panel des Experts de Haut niveau pour la Sécurité Alimentaire et la Nutrition (SAN) a mené une réflexion sur les contributions directes et indirectes de l'eau à l'ensemble sécurité alimentaire et nutrition qui a débouché sur les huit (08) principales recommandations suivantes<sup>2</sup>.

1. Assurer la gestion durable et la conservation des écosystèmes pour le maintien de la disponibilité, de la qualité et de la stabilité de l'eau en tant qu'éléments contribuant à la SAN ;
2. Veiller à l'adoption d'une approche intégrée dans le cadre des politiques liées à l'eau et à la SAN ;
3. Rendre prioritaire l'action en faveur des personnes les plus vulnérables et des groupes marginalisés, et notamment intégrer dans les priorités la parité hommes-femmes et répondre aux besoins particuliers des femmes ;
4. Améliorer la gestion de l'eau dans le secteur de l'agriculture et adapter les systèmes agricoles d'améliorer leur efficacité globale en eau, leur productivité en eau et leur résilience face aux stress hydriques ;

---

<sup>2</sup> Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition (Extrait du rapport : La contribution de l'eau à la sécurité alimentaire et à la nutrition). Résumé et recommandations

5. Améliorer la contribution des échanges commerciaux à «la SAN dans l'optique de l'eau» ;
6. Concevoir et mettre en commun des connaissances, technologies et outils de gestion améliorés en ce qui concerne la contribution de l'eau à la SAN ;
7. Stimuler une gouvernance ouverte à tous et efficace de la contribution de l'eau à la SAN ;
8. Promouvoir une approche de la contribution de l'eau à la SAN fondée sur les droits.

## **1. Point sur les recommandations relatives aux objectifs de développement local**

Pour faciliter les consultations sur l'eau et la sécurité alimentaire au Cameroun, le Partenariat National de l'Eau du Cameroun, (PNE-Cmr) a opté pour une analyse du Plan National d'Investissement Agricole au vue des recommandations du HLPE sur la contribution de l'eau a la SAN.

Les objectifs de développement consignés dans le Plan National d'Investissement du Secteur Agricole (PNIA) sont les suivants:

1. Rendre les produits du secteur rural camerounais plus compétitif et très attractifs sur les marchés régionaux et internationaux, tout en aidant à répondre aux besoins alimentaires nutritionnels des populations ;
2. Rendre les facteurs basiques de production plus performant en optimisant la valeur du sol et des ressources en eau, l'amélioration des conditions de vie des producteurs ruraux et leurs connexion vers les marchés, ainsi que l'amélioration de leur accès aux matériaux, aux équipements et aux financements adaptés ;
3. Assurer l'utilisation optimale et durable des ressources naturelles en vue d'une promotion équitable et équilibrée de toutes les chaînes de valeur, tout en tenant compte des contraintes de conservation de l'environnement et d'adaptation au changement climatique ;
4. Créer un environnement propice au développement du secteur rural en améliorant la gouvernance qui implique toutes les parties prenantes en vue d'assurer la planification efficace et efficiente, la programmation, la budgétisation des fonds, la mise en œuvre et le suivi évaluation du développement du secteur rural.

L'examen des recommandations du HLPE sur la contribution de l'eau à la SAN, à la lumière des objectifs de développement tirés du Plan National de Développement Agricole qui est focalisé sur le monde rural permet de formuler les remarques suivantes:

## **2. Examen des aspects les plus utiles du rapport dans une perspective de pays**

Le rapport des Experts de haut niveau sur la SAN a relevé un ensemble d'éléments d'utilité certaine dans la perspective de développement du pays notamment :

- L'importance d'une gestion efficace de la qualité/quantité d'eau pour la SAN

**R 1 :** Le Cameroun dispose de cadres programmatiques structurés pour la réalisation de cet objectif bien que des efforts soient encore nécessaires pour les parfaire.

**R 2 :** Tous les sectoriels ont été fédérés dans l'élaboration du PNIA, et les aspects relatifs à l'approche intégrée y sont bien pris en compte. Cependant, la coordination de la phase opérationnelle reste à revoir.

**R 3 :** la prise en compte du genre est effective dans le plan puisqu'une étude a été commise à cet effet. Cependant, il va falloir rester vigilant au cours de la mise en œuvre compte tenu des expériences du passé.

**R 4 :** les aspects de gestion de l'eau et de résilience sont bien déclinés au niveau des programmes et projets identifiés dans le PNIA.

**R 5 :** des programmes sont en cours de formulation en vue d'améliorer la contribution des échanges commerciaux à la SAN dans l'optique de l'eau.

**R 6 :** Le Cameroun est aligné sur cette recommandation puisqu'un ensemble d'outils est en cours de mise en place pour améliorer la connaissance. Cependant, des efforts sont à faire sur le volet partage des connaissances.

**R 7 :** la volonté de stimuler la gouvernance est affichée cependant le plan d'opérationnalisation devra permettre d'avoir une bonne visibilité.

**R 8 :** la contribution de l'eau à la SAN fondée sur les droits est inscrite dans les priorités nationales. Il y a cependant une nécessité accrue de moyens pour son opérationnalisation du fait de l'absence d'un plan de zonage qui améliorerait l'accès au foncier rural..

La qualité de l'eau est cruciale à la fois pour sa consommation et la transformation/préparation des aliments. Les maladies liées à la qualité de l'eau sont à l'origine de problèmes de santé et d'une mauvaise nutrition, de même qu'une eau de mauvaise qualité affecte également le fonctionnement des écosystèmes. Les eaux usées constituent une ressource lorsqu'elles sont recyclées, mais une véritable menace lorsqu'elles sont utilisées en l'état.

La gestion des pénuries/excès d'eau dans le secteur de l'agriculture et dans les systèmes alimentaires visera à renforcer l'efficacité de l'eau à tous les niveaux et à accroître la productivité de l'eau agricole (rapport entre l'eau apportée et la productivité) dans les systèmes pluviaux et irrigués.

- La nécessité de disposer de données pour gérer la SAN

L'existence des données est une condition sine qua non pour une gestion efficace et efficiente de la SAN. Cependant, on peut déplorer leur insuffisance à cet effet. Il s'agit entre autres des données sur genre et accès à l'eau et son contrôle, des données sur pollution de l'eau, des données sur l'utilisation de l'eau partagée par tous les secteurs concurrents.

- La nécessité d'intégrer les préoccupations relatives au changement climatique à la sécurité alimentaire et la nutrition

Il s'agit de réorienter la recherche en matière d'adaptation et d'atténuation, de cibler un ensemble d'objectifs plus complexe, et investir dans la recherche publique sur l'adaptation. De même, il faudra renforcer la capacité d'adaptation des systèmes alimentaires au changement climatique, faciliter les échanges sur les bonnes pratiques, mettre les prévisions météorologiques à la disposition des agriculteurs, élaborer des stratégies agricoles à faibles émissions, qui ne compromettent pas la sécurité alimentaire, faciliter la participation de toutes les parties prenantes à la prise de décision et à la mise en œuvre.

- La prise en compte des défis de la gouvernance de l'eau dans l'optique de la sécurité alimentaire et de la nutrition

Assurer la gouvernance de l'eau consistera à concilier les politiques, les intérêts et les acteurs concurrents issus de nombreux secteurs et ayant des poids politiques ou économiques plus ou moins importants. L'accès à l'eau, la maîtrise des ressources hydriques ou la pollution peuvent être à l'origine de contentieux et de conflits à divers niveaux. Les pénuries grandissantes et les demandes croissantes et concurrentes d'une multitude d'utilisateurs et de secteurs rendront

particulièrement complexe la gouvernance de l'eau pour la sécurité alimentaire et la nutrition, à commencer par le niveau local

### **3. Discussions sur les recommandations du HLPE**

L'ensemble des recommandations du Panel des Experts de Haut Niveau (HLPE) pour la SAN ont été formulées pour garantir une meilleure intégration des questions de sécurité en eau à l'ensemble des actions que l'on pourrait entreprendre en faveur de la SAN.

La recommandation 1 a un recouvrement notable avec l'objectif de développement numéro 3. Il s'agit ici de veiller à la préservation de la qualité des ressources naturelles en générale et des ressources en eau en particulier dans le cadre des activités relatives à la fourniture d'eau potable, la transformation des aliments, l'assainissement, l'irrigation etc... Il est important de noter ici que les objectifs de développement du PNIA évoquent de manière explicite, la nécessité de faire face aux contraintes qu'imposeront la variabilité et le changement climatique dans le domaine de l'agriculture.

La recommandation 3 s'arrime à l'objectif de développement numéro 2 qui se focalise sur la performance des facteurs basiques de production tels que l'eau et les sols en vue du bien être des populations. Cependant, cette recommandation insiste les efforts en faveur des groupes marginalisés, des autochtones et des groupes vulnérables. La parité homme-femme et la satisfaction des besoins spécifiques des femmes constituent également les points importants à prendre en compte.

La recommandation 4 si elle est mise en œuvre, permettra de réaliser l'objectif de développement numéro 1 de façon efficiente et efficace parce qu'elle intègre dans les processus de productions des biens de l'agriculture rural et d'alimentation nutritionnelle des populations, la composante eau sans laquelle la réalisation de cet objectif serait hypothétique.

Les recommandations 7 et 8 reflètent dans une large mesure le contenu de l'objectif de développement numéro 4 qui traite de la gouvernance. En fait, il va falloir mettre en place des mécanismes efficaces de gouvernance de renforcer la cohérence entre les politiques sectorielles et faire en sorte que les stratégies relatives à la contribution de l'eau à la SAN soient bien complètes.

#### **4. Priorités identifiées au niveau des pays, à partir ou non des recommandations**

Un ensemble de priorités ont été dégagées à la suite du diagnostic à partir des quatre objectifs stratégiques.

##### **A. Développement institutionnel et renforcement des capacités**

Les principales actions prioritaires identifiées ici sont les suivantes :

##### **B. amélioration de la productivité et de la compétitivité des filières**

- Renforcement des capacités du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER) au niveau central et déconcentré ;
- Renforcement des capacités de la profession agricole sylvicole et pastorale ;
- Renforcement des capacités des collectivités territoriales décentralisées ;
- Renforcement des capacités de planification et suivi évaluation ;
- Soutien à la recherche agricole ;
- Développement de l'Emploi et de la formation agricole ;
- Prévention des risques d'insécurité alimentaire conjoncturelle.

Les principales activités prioritaires à mettre en œuvre au sein de chaque filière concernent les points suivants :

### C. Modernisation des infrastructures rurales et des facteurs de production agricole

Les principales actions prioritaires à mener seront:

- le développement des mécanismes de financement du secteur ;
- Accès au matériel végétal amélioré ;
  - Accès aux engrais ;
  - Accès aux produits phytosanitaires ;
  - Accès aux équipements ;
  - Création de pôles de compétitivité pour la valorisation économique: approvisionnement ;
  - Conservation, transformation et commercialisation ;
  - Information et suivi des marchés ;
  - Diversification des productions et des revenus.
- le développement des aménagements et des infrastructures agricoles ;
  - le développement des infrastructures du monde rural ;
  - le soutien à l'acquisition des équipements agricoles.

### D. Gestion durable des ressources naturelles

Au niveau de la SDSR, cet objectif stratégique comprend les deux actions suivantes :

- amélioration de l'accès au foncier rural qui se matérialisera par :
  - la schématisation et l'élaboration des plans d'Aménagement du Territoire ;

- la définition et la mise en place d'un cadastre rural (immatriculation, enregistrement) ;
- aménagement des ressources naturelles et préservation de la biodiversité à travers :
  - la restauration et la conservation des Eaux et des Sols ;
  - l'aménagement et préservation des forêts et des réserves fauniques ;
  - aménagement des zones d'intérêt cynégétique.

## **Chapitre 2: Implications et moyens de mise en œuvre clés identifiées pour atteindre les recommandations sur la période 2015-30**

Les implications et les moyens de mise en œuvre identifiés ici sont tirés de la Stratégie de Développement du Secteur Rural (SDSR) volet Agriculture et Développement Rural (ADER) et du Plan de Développement du Secteur Agricole (PNIA) qui développent un plan d'action plutôt pour la période 2015 - 2020.

### **1. Sous-section sur chaque implication**

Les priorités du Plan National d'Investissement Agricole disposent d'un plan d'investissement prioritaire structuré suivant les thématiques ci-dessous :

Tableau 1: Coût de mise en œuvre du PNIA pour la période 2014 – 2020

	<b>Actions</b>	<b>Coûts</b>	<b>Institutions impliquées</b>
<b>Axe thématique 1 : Développement des filières de production et amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle 1 101 613 654 598</b>			
1	amélioration de la productivité et de la compétitivité des productions végétales	561 853 404 157	MINADER, MINFI, MINFOPRA, MINDAF, MINPTT, MINDUH, MINTP,
2	amélioration de la productivité et de la compétitivité du secteur de l'élevage	330 127 451 209	MINPMESA, MINEFOP, CTD, IRAD
3	amélioration de la productivité et de la compétitivité du secteur des pêches	38 778 784 093	MINEPAT, MINATD CVUC, CTD, PLANOPAC, CNOPCAM
4	amélioration de la productivité et de la compétitivité du secteur des forêts	47 428 091 109	INS, BUCREP, MINCOMMERCE, MINTP MINEPAT, MINFI, ST/COPIILSDSR, CTSE/DSCE, CONSUPE, MINEPIA, CAPEF, CTD
5	Ductilité et l'amélioration de la sécurité alimentaire et la nutrition	24 586 382 299	INS, BUCREP, MINCOMMERCE, FAO, PAM, MINEPAT, MINFI, MINADER, MINEE, MINRESI, IRAD, PNVRA
6	Définition des standards et suivi de la qualité des produits	123 425 924 031	MINMIDT, MINADER, MINRESI, FAO
<b>Axe thématique 2 : Modernisation des infrastructures de production du secteur rural et l'amélioration de l'accès au financement 910 973 802 830</b>			
1	Modernisation des infrastructures agro-sylvo-pastorales et de production piscicole	642 989 298 108	MINADER, MINEPIA, MINFOF, MINTP, MINMIDT, MINEE, MINEPAT, MINFI

2	Modernisation des infrastructures socio économique en milieu rural et périurbain	109 008 523 083	MINADER, MINTRANS, MINTP, MINEDUB, MINESEC, MINEFOP, MINDUH, MINEPAT, MINFI
3	Amélioration des procédures de financement	158 975 981 639	MINFI, MINEPAT, EMF
<b>Axe thématique 3 : La gestion et le développement durable des ressources naturelles</b>			<b>413</b>
<b>744 000 000</b>			
1	Amélioration de l'accès et de l'utilisation des terres agricoles	33 687 767 538	MINDCAF, MINADER, MINEPIA, MINFOF
2	Planification et développement des ressources naturelles	224 187 668 953	MINEPAT, MINEPIA, MINADER, MINEE, MINFOF, MINRESI, MINIMIDT, MINEP
3	Protection de l'environnement et adaptation au changement climatique	155 867 622 684	MINADER, MINEP, MINEPIA, MINMIDT, MINTRANS, MINRESI
<b>Axe thématique 4: Gouvernance et développement institutionnel</b>			<b>1 124 760 000 000</b>
1	Renforcement des capacités des parties prenantes des secteurs public et parapublic	751 502 176 064	MINADER, MINEPIA, MINEE, MINESUP, MINEFOP, MINFOPRA, ISMP, CAPEF, PO
2	Renforcement des capacités et l'amélioration de l'état de CAPEF et Pos	36 734 050 157	MINADER, MINEPIA, MINEE, MINESUP, MINEFOP, MINFOPRA, ISMP
3	Renforcement des capacités de la société civile	4 642 170 904	MINADER, MINEPIA, MINEE, MINESUP, MINEFOP, MINFOPRA, ISMP, CAPEF,
4	Renforcement des capacités du secteur privé	5 173 027 974	MINADER, MINEPIA, MINEE, MINESUP, MINEFOP, MINFOPRA, ISMP, CAPEF
5	Amélioration de la coordination et du suivi-évaluation des secteurs	62 220 171 100	MINADER, MINEPIA, MINEE, MIRESI, CAPEF, MINEPAT, MINEPDED, MINFOF
6	Amélioration de l'intégration du genre	9 538 558 898	MINADER, MINEPIA, MINEE, MIRESI, CAPEF, MINEPAT, MINAS, MINJEC
7	Intensification de la recherche agricole	104 716 742 316	MINRESI, IRAD, IRD, MINADER, MINFOF, MINEPIA, MINEPDED

8	intensification de l'éducation et de la formation professionnelle	150 232 302 649	MINADER, MINEPIA, MINEE, MIRESI, CAPEF, MINEPAT, MINAS, MINJEC, MINEFOP, MINESUP
<b>Total coût d'investissement du plan d'investissement prioritaire</b>			<b>3 551 091 457 429</b>

Source: Cameroon's National Agricultural Investment Plan (NAIP) 2014 – 2020 Volume1

## **2. Autres questions découlant de la réunion relative au rapport du Panel des Experts de Haut Niveau**

La réunion relative au rapport du Panel des Experts de Haut Niveau s'est beaucoup attardée sur le commerce de l'eau à travers les produits agricoles "eau virtuelle" et les questions et de mise en œuvre pleine et effective des droits existants.

En effet, le Cameroun dispose d'un vaste territoire agricole et son taux de prélèvement sur les ressources en eau renouvelables est de moins de 1 %. Ce qui veut dire que toutes les matières premières essentielles pour une agriculture compétitive sont réunies. Cependant, le pays importe chaque année des milliers de tonnes de riz, de poulets et de viande de toute sorte. A titre d'exemple<sup>3</sup> en 2002 le Cameroun a importé 16556 tonnes de volaille. Sachant qu'il faut 3 900 m<sup>3</sup> d'eau pour obtenir une tonne de volaille, le pays a donc importé virtuellement 64,6 millions de m<sup>3</sup> d'eau à travers la volaille congelés.

Cette situation mérite d'être améliorée par la réduction progressive des importations des aliments susceptibles d'être produits localement.

En plus de l'eau virtuelle, une autre question épineuse demeure la promotion d'une approche fondée sur les droits de la gouvernance de l'eau pour SAN. En effet, les droits fondamentaux de l'eau doivent être effectivement déclinés ici pour permettre à chacun de disposer du minimum nécessaire à une vie normale. Il s'agit du droit à l'eau et à l'assainissement et du droit à l'alimentation.

---

<sup>3</sup> Annuaire statistique du Cameroun 2008

### **Chapitre 3 : Observations finales spécifiques au pays**

Le Gouvernement du Cameroun s'est engagé dans le Programme pour le Développement De l'Agriculture Africaine et dispose à ce jour un ensemble d'outils stratégiques pour baliser le chemin vers l'atteinte des objectifs prescrits. En effet, la stratégie de Développement du Monde Rural – volet Agriculture et Développement Rural (SDSR- ADER) et le Plan National de Investissement Agricole (PNIA) Le principal défi reste ici l'élaboration et la mise en place du plan d'opérationnalisation de ces outils stratégiques dans lequel des précaution doivent être prises pour que la mise en œuvre comble les attentes formulées dans l'optique de développement du pays.

Sur un besoin total d'a peu près 3500 milliards de francs CFA pour la mise en œuvre du PNIA, les engagements des partenaires s'élèvent actuellement à près de 2000 milliards. Une table ronde des bailleurs est prévue en Septembre 2015 pour pouvoir mobiliser le montant restant. Les recommandations du HLPE trouvent dans une large mesure, un alignement sur les programmes et projets découlant des objectifs stratégiques de développement identifiés dans le PNIA. Le Cameroun est l'un des pays les mieux arrosés d'Afrique et dispose d'énormes étendues de terres cultivables et cet énorme potentiel nécessite d'être mis en valeur.

## **Bibliographie**

CSA/HLPE (2015) : Extrait du rapport<sup>4</sup> : La contribution de l'eau à la sécurité alimentaire et à la nutrition. Résumé et recommandations. Mai 2015, 17 p

CSA/HLPE (2015) : Rapport 3 : Sécurité Alimentaire e Changement Climatique. Juin 2012, 119 p

Gouvernement du Cameroun (2012) : Stratégie de Développement du Secteur Rural, Sous Secteur Agriculture et Développement Rural (SDS/SADR), Février 2012, 216 p

Gouvernement du Cameroun (2012) : Cameroon's National agricultural Investment Plan (NAIP) 2014-2020 Volume 1, Février 2014, 86 p

Gouvernement du Cameroun (2012) : Stratégie de Développement du Secteur Rural, Sous Secteur Agriculture et Développement Rural (SDS/SADR), Février 2012, 216 p

Pacte PDDAA du Cameroun : Pacte PDDAA du Cameroun pour soutenir la mise en œuvre de la Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) à travers le Plan National d'Investissement Agricole (PNIA), 12 p

---

<sup>4</sup> HLPE, 2015. La contribution de l'eau à la sécurité alimentaire et à la nutrition. Rapport du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition du Comité de la sécurité alimentaire mondiale, Rome, 2015. Version intégrale du rapport prochainement en ligne à l'adresse [www.fao.org/cfs-hlpe](http://www.fao.org/cfs-hlpe).

## Annexes

**Annexe 1: Liste des participants**

**Annexe 2 : Pacte PDDAA du Cameroun**

[www.gwpcaf.org](http://www.gwpcaf.org)

The Global Water Partnership's vision is for a water secure world. Our mission is to advance governance and management of water resources for sustainable and equitable development.